



SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020
DECISION N° 2020-026- DB

Date d'affichage : 21 février 2020		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents:	18	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	4	Présents : (18)
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	21	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (4)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)
		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		Absent(s) : (1)
		Guy BERTIN

ASPIRE SERVICE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI DES JEUNES DESCOLARISÉS - ACTION "20 HEURES CHRONO" - CONVENTION 2020

Cette convention a pour objet de définir les engagements réciproques entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'association ASPIRE SERVICE (Association pour l'Insertion et le Retour à l'Emploi) dans le cadre de l'action « 20 heures Chrono ».

Ce projet est un projet de chantier éducatif en direction des jeunes déscolarisés avec la mise en place de 4 périodes d'immersion dans le travail d'une durée de 3 semaines à raison de 20 heures par semaine pour 20 jeunes.

Le projet « 20 heures Chrono » proposé par l'ASPIRE SERVICE consiste à redonner confiance aux jeunes en leur permettant de reprendre la main sur leurs trajectoires. Il s'agit pour cela de leur attribuer un statut au travers d'un contrat de travail, fondé sur une véritable activité professionnelle.

Depuis 2015 l'Association ASPIRE SERVICE porte cette action. La Communauté d'Agglomération a octroyé une aide en 2016, 2017, 2018 et 2019 de 17 000 euros pour l'accompagner dans cette démarche.

Les objectifs de l'action intitulée « 20 heures Chrono » sont les suivants :

- Proposer à des jeunes en décrochage scolaire une alternative à l'inactivité, l'errance (échelle d'un quartier) au travers d'une activité salariée ;
- Mettre en œuvre un processus de remobilisation vers l'accès aux dispositifs de droit commun avec la Mission Locale du Saumurois (insertion, formation, emplois, etc.) ;
- Créer une offre de travail adapté selon les capacités du jeune en tenant compte de ses difficultés ;
- Faciliter l'accès rapide à un contrat de travail journalier de très courte durée et à un salaire à la semaine.

Public visé :

- Jeunes de 16 à 21 ans :
 - présentant une grande instabilité (géographique, économique, affective, etc.)
 - ayant un besoin d'argent immédiat pour subvenir à leurs besoins vitaux en marge des dispositifs d'insertion
 - prêts à travailler de suite
 - privilégier la mixité

Les Supports d'activités :

- « 20 heures Chrono » s'appuie sur des supports d'activités :
 1. Hôtel de commandement des écoles militaires de Saumur
 2. L'École Nationale d'Équitation
 3. La Ville de Saumur
 4. Les chantiers d'Insertion de l'ASPIRE
- Les jeunes interviendront sur des tâches de manutention (entretien d'espaces verts, petits travaux de peinture, etc.).

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018,

Vu le budget primitif 2020 adopté par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 prévoyant les crédits nécessaires à l'attribution d'une subvention de 17 000 euros à l'Association ASPIRE SERVICE.

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

- **D'APPROUVER** la convention dont l'objet est de définir les engagements réciproques avec l'Association ASPIRE SERVICE et de fixer le versement d'une subvention pour l'année 2020 de 17 000 euros dans le cadre de son action « 20 heures Chrono » ;
- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.


Résultat des votes : Pour = 21 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.5 Subventions – 7.5.3 Subventions accordées aux autres personnes morales de droit privé (associations...)
-------------------	--------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »